

## **Arrêté n° 804 CM du 27 mai 2022 fixant les conditions d'introduction et d'importation des aras chloroptères**

(NOR : DBS22200919AC-1)

*Paru in extenso au journal officiel n°44 N du 03/06/2022 à la page 11773 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES*

Version en vigueur au 16/12/2022

- Chapitre Ier – Dispositions générales ( Article 1er à Art. 2 )
- Chapitre II – Conditions de transport ( Art. 3 à Art. 5 )
- Chapitre III – Conditions sanitaires d'introduction et d'importation ( Art. 6 à Art. 11 )

Le Président de la Polynésie française,  
Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche,  
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;  
Vu l'accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ;  
Vu le code sanitaire pour les animaux terrestres de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ;  
Vu le code de l'environnement, et notamment son article LP. 2230-1 ;  
Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;  
Vu la décision du tribunal administratif de Papeete n° 2100517 du 15 mars 2022 ;  
Vu l'avis du comité consultatif pour la biosécurité du 3 mai 2022 ;  
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mai 2022,

Arrête :

### **CHAPITRE IER – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1er**

En application de l'article LP. 26 de la loi du pays n° 2013-12 APF du 6 mai 2013 susvisée, le présent arrêté fixe les conditions zoosanitaires applicables à l'introduction et à l'importation des aras chloroptères (*Ara chloropterus*).

#### **Art. 2**

Aux fins du présent arrêté, les animaux appartenant à l'espèce des aras chloroptères sont désignés par le terme "les animaux".

### **CHAPITRE II – CONDITIONS DE TRANSPORT**

#### **Art. 3**

Les animaux transportés par voie aérienne doivent voyager dans un conteneur neuf et désinfecté répondant aux normes lata et doté d'un dispositif d'abreuvement et d'alimentation respectant son inviolabilité. Le conteneur doit être propre et exempt de arthropodes vecteurs de maladies animales. L'aliment disposé dans la cage doit exclusivement être de type industriel et respecter les conditions d'introduction et d'importation fixées pour ce type de denrée. Le conteneur doit être scellé au départ par l'autorité compétente par une marque officielle reproduite sur le certificat sanitaire d'accompagnement de l'animal.

#### **Art. 4**

Les animaux ne doivent pas voyager avec des animaux qui ne présentent pas un statut sanitaire équivalent.

#### **Art. 5**

Les animaux en provenance ou transitant par des pays ou zones infectés par la fièvre de West Nile doivent être protégés contre les piqûres de moustiques. A cette fin, les oiseaux sont traités par des insecticides avant et pendant leur transport. Ils sont transportés dans des conteneurs équipés d'une moustiquaire et imprégnés d'un produit insecticide.

### CHAPITRE III - CONDITIONS SANITAIRES D'INTRODUCTION ET D'IMPORTATION

#### **Art. 6** *Rédaction issue de Arrêté n° 2642 CM du 8 décembre 2022*

Pour pouvoir être introduits et importés sur le territoire polynésien, les animaux doivent :

- 1° Bénéficier d'un arrêté dérogatoire pris en conseil des ministres en application de l'article LP. 2230-1 du code de l'environnement ;
- 2° Avoir été placés dans une station de quarantaine conforme aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé animale et approuvées par les services vétérinaires du pays exportateur pendant les 28 jours précédant leur chargement et jusqu'à celui-ci ;
- 3° Avoir été soumis, dans les 14 jours précédant leur départ, à une épreuve de diagnostic pratiquée selon les modalités définies par l'Organisation mondiale de la santé animale à des fins de recherche de la maladie de Newcastle et de l'influenza aviaire, dont les résultats se sont révélés négatifs ;
- 4° Avoir été soumis, dans les 28 jours précédant leur chargement, à un diagnostic parasitologique par frottis sanguin à des fins de recherche d'hémoparasites, notamment *haemoproteus* spp., *plasmodium* spp. et *Leucocytozoon* spp., dont le résultat s'est révélé négatif ;
- 5° Provenir d'un pays indemne de chlamydie aviaire ou être placés sous supervision vétérinaire pendant les 45 jours précédant leur chargement et être traités contre la chlamydie aviaire avec de la chlortétracycline ;
- 6° a) Soit avoir séjourné depuis leur naissance ou au moins pendant les 30 jours précédant leur chargement dans un pays, une zone indemne de fièvre de West Nile ou saisonnièrement indemne de fièvre de West Nile pendant la saison indemne ;  
b) Soit avoir séjourné dans un pays ou une zone indemne de fièvre de West Nile ou saisonnièrement indemne de fièvre de West Nile pendant la saison indemne durant au moins les 15 jours précédant leur chargement et avoir fait l'objet d'une recherche de la maladie au moyen d'une épreuve d'identification de l'agent réalisée conformément au manuel terrestre de l'Organisation mondiale de la santé animale à partir d'un échantillon de sang prélevé trois jours au moins après le début de leur séjour dont le résultat s'est révélé négatif et qu'ils sont restés dans le pays ou la zone susmentionnée jusqu'à leur chargement ;  
c) Soit avoir été vaccinés contre la fièvre de West Nile conformément au manuel terrestre de l'Organisation mondiale de la santé animale 30 jours avant leur introduction dans le pays ou la zone indemne ou saisonnièrement indemne de la maladie avoir été identifiés comme ayant été vaccinés, et avoir séjourné dans un pays ou une zone indemne de fièvre de West Nile durant au moins les 15 jours précédant leur chargement, et être restés dans un pays ou une zone indemne de fièvre de West Nile jusqu'à leur chargement ;  
d) Soit, pour les animaux provenant de pays ou zones infectés par la fièvre de West Nile, avoir été maintenus pendant les 30 jours précédant le chargement dans une station de quarantaine dans un environnement à l'épreuve des moustiques et avoir fait l'objet d'une recherche de la maladie au moyen d'une épreuve d'identification de l'agent réalisée conformément au Manuel terrestre de l'Organisation mondiale de la santé animale 3 jours au moins après le début de leur entrée dans la station de quarantaine, dont le résultat s'est révélé négatif ;
- 7° a) Soit provenir d'exploitations régulièrement inspectées par l'autorité vétérinaire et, soit avoir été vaccinés contre la bursite infectieuse, soit provenir d'exploitations reconnues indemnes de cette maladie via une épreuve d'immunodiffusion en gélose ou une épreuve immunoenzymatique (ELISA) ;  
b) Soit avoir été soumis, dans les 14 jours précédant leur départ, à une épreuve d'immunodiffusion en gélose ou une épreuve diagnostique par dosage immunoenzymatique (ELISA) selon les modalités définies par l'Organisation mondiale de la santé animale à des fins de recherche de la bursite infectieuse dont le résultat s'est révélé négatif ;
- 8° a) Soit provenir d'exploitations reconnues indemnes de pullorose ou typhose aviaire et avoir été soumis à une épreuve de diagnostic pratiquée selon les modalités définies par l'Organisation mondiale de la santé animale à des fins de recherche de la pullorose ou typhose aviaire dont le résultat s'est révélé négatif ;  
b) Soit avoir été soumis dans les 14 jours précédant le départ à une épreuve de diagnostic pratiquée selon les modalités définies par l'Organisation mondiale de la santé animale à des fins de recherche de la pullorose ou typhose aviaire dont le résultat s'est révélé négatif ;
- 9° Avoir été soumis à un examen par un vétérinaire officiel le jour du chargement et ne présenter aucun signe clinique d'infection par les maladies et parasites cités par le présent article ;
- 10° Avoir bénéficié d'un permis d'importation préalable ;
- 11° Être accompagnés d'un certificat vétérinaire attestant du respect des conditions sanitaires fixées par le présent arrêté et conforme au modèle négocié entre l'autorité sanitaire polynésienne et l'autorité sanitaire du pays exportateur.

**Art. 7** *Rédaction issue de Arrêté n° 2642 CM du 8 décembre 2022*

En application de l'article LP. 21 de la loi du pays n° 2013-12 APF du 6 mai 2013 susvisée, les documents à produire pour l'obtention du permis d'importation préalable en vue d'une importation sont les suivants :

- 1° Un justificatif de l'identité des animaux ;
- 2° Une déclaration du propriétaire établissant les pays et zones dans lesquels les animaux ont séjourné ou transité depuis leur naissance ou au cours des 6 derniers mois précédant la demande ;
- 3° Une copie des résultats des tests, épreuves et examens réalisés en application des 3°, 4°, 5°, 7° et 8° de l'article 6 du présent arrêté ;
- 4° Tout document émanant d'un vétérinaire officiel ou habilité attestant de la réalisation des traitements prescrits en application de l'article 6 du présent arrêté.

**Art. 8**

Le modèle du certificat sanitaire prévu à l'article LP. 30 de la loi du pays n° 2013-12 APF du 6 mai 2013 susvisée et mentionné à l'article 6 du présent arrêté est préalablement négocié avec l'autorité compétente du pays exportateur et approuvé par le service en charge de la biosécurité de manière à s'assurer qu'il est conforme aux exigences du présent arrêté et aux recommandations du code sanitaire pour les animaux terrestres de l'Organisation mondiale de la santé animale. Le zonage pris en compte est fixé dans le modèle de certificat.

**Art. 9**

Pour l'application des articles LP. 27 et LP. 39 de la loi du pays n° 2013-12 APF du 6 mai 2013 susvisée, les contrôles documentaire et physique sont mis en œuvre par les vétérinaires officiels définis à l'article LP. 7 de ladite loi du pays. Le contrôle physique des animaux arrivant par voie aérienne doit avoir lieu dans des installations aménagées de telle manière que l'animal :

- 1° Ne soit pas susceptible de contaminer des personnes ou d'autres animaux ;
- 2° Puisse être sorti de sa cage pour être examiné sur une table d'examen correctement éclairée sans risque d'évasion ou de contact avec d'autres animaux ;
- 3° Etre mis sous surveillance de façon sécurisée en cas de suspicion d'infection.

**Art. 10**

Les animaux ayant séjourné ou transité avant leur chargement dans un pays ou territoire infecté par une maladie ou un organisme nuisible mentionné à l'article 3 sont placés sous surveillance pendant une période d'un mois suivant leur entrée en Polynésie française. Pendant cette période, en cas de symptômes de maladie ou de découverte d'organismes nuisibles, les animaux sont immédiatement amenés au service en charge de la biosécurité qui leur fait subir une visite sanitaire et prescrit les éventuelles mesures utiles.

**Art. 11**

Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 27 mai 2022.

Par le Président de la Polynésie française :  
Edouard FRITCH.

Pour le ministre de l'agriculture,  
du foncier absent :  
Le vice-président,  
Jean-Christophe BOUISSOU.

---

**Voir toutes les modifications dans le temps :**

- [Arrêté n° 804 CM du 27 mai 2022](#), JOPF n° 44 N du 03/06/2022 à la page 11773
- [Arrêté n° 2642 CM du 8 décembre 2022](#), JOPF n° 100 N du 16/12/2022 à la page 27955